

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

Directeur politique: Bertrand Renouvin

DU 17 NOVEMBRE AU 30 NOVEMBRE 1977

7^e ANNÉE — N° 257 — 4,00 F

parti communiste d'hier et d'aujourd'hui **un témoin parle**



Roger Pannequin,
ancien membre du comité central.

Il a peu de goût pour les mondanités littéraires; les distinctions académiques, les honneurs universitaires lui inspirent une parfaite indifférence; et on ne le voit pas courir les salles de rédaction, les studios de télévision ou les salons à la mode pour soigner sa publicité.

Ainsi commence un article de Jacinte (200.000 exemplaires lus par les jeunes filles de 15 à 25 ans, les yeux de Chimène pour Nouvelle Ecole), consacré à la gloire d'Alain de Benoist. On se prend à se demander ce qui arriverait dans le cas contraire. Car pour l'instant, le modeste Alain de Benoist et ses

repères

Nous avons choisi d'axer ce numéro sur la question communiste à l'heure du soixante-naire de l'Octobre russe qui instaura la dictature de l'appareil communiste au Kremlin (article de Bénédicte Heliez et chronique de Ghislain Sartoris). Mais les apparatniki existent aussi à Paris même s'ils sont partiellement dérusifiés : Roger Pannequin nous entretient de l'atmosphère effrayante qui régnait (et règne encore) au sein de l'appareil d'un Parti Communiste sans doctrine et sans projet. Ce projet qui manque tant à notre peuple : pour sa mise en œuvre ne comptons ni sur M. Chirac ce requin microcéphale affamé de pouvoir (article de B. La Richardais en chronique Lire) ni sur les potions du Dr. Barre (éditorial de Bertrand Renouvin) ni sur M. Giscard dont la diplomatie navigue de succès verbaux et illusoires (analysés par Marc Vandesende à l'occasion de la visite du premier ministre québécois en France) en échec cinglants comme à Zouérate (article d'Arnaud Fabre). La technique aveugle règne, technique manipulatrice de tous les sentiments y compris le sentiment de l'enfance (reportage de Frédéric Aymart) quand elle n'est pas appuyée sur de douteuses justifications « biologiques » de la domination des seigneurs de la société industrielle (Presse au crible). Face au désespoir qu'elle fait naître notamment chez les jeunes (article de Patrice Le Roué sur le film « les Indiens sont encore loins ») la révolte d'un Léon Bloy est un antidote salutaire (Idées de Gérard Leclerc).

acolytes font de la colonisation tous azimuts des salles de rédaction. C'était vrai depuis plusieurs années pour le Spectacle du monde et Valeurs actuelles. Depuis quelques semaines, ceci est vrai aussi du Figaro-Dimanche, dont le patron est Louis Pauwels assisté de Patrice de Plunkett.

On y retrouve maintenant les signatures des « grands hommes » de Nouvelle Ecole et Alain de Benoist reste fidèle à sa puberté fascinante du temps où il écrivait sous le pseudonyme de Fabrice Laroche à Europe-Action, et où il dirigeait la Fédération des Etudiants Nationalistes.

« NOTRE HONNEUR S'APPELLE FIDELITE »

Fidélité d'abord à un antichristianisme à la limite de la passion obsessionnelle.

C'est Alain de Benoist qui, écrivant dans le Figaro un article élogieux pour Julius Evola, déclare (Figaro du 29 octobre) :

Julius Evola, citoyen d'une idée, citoyen d'un principe — l'imperium —, portait Rome au cœur comme une vivante mémoire. Non la Rome des papes, d'ailleurs, mais celle des Césars — car il était du parti de l'Aigle, non du parti de la Croix. Il était peut-être aussi le dernier des Romains.

Le refrain est repris subrepticement, la semaine suivante, au détour d'une phrase d'un article sur le féminisme — l'incise insidieuse spécialité de nos nouveaux encyclopédistes de la morpho-psychologie — par Louis Pauwels :

C'est la biologie qui a relevé la femme de la condamnation biblique. Ce sont les progrès de la connaissance de la vie, qui ont porté à terme un féminisme juste : les personnes de l'autre sexe sont des personnes à part entière.

Chacun sait que l'Evangile explique en détail pourquoi la Vierge Marie n'avait pas d'âme, et pourquoi les pharisiens avaient raison de lapider la femme adultère. Bienheureuse biologie, qui permet de mettre en accusation le Christ... tout en préservant les nécessaires inégalités. En effet, le racisme scientifique est la deuxième grande fidélité qui anime nos Césars de l'angle facial. Racis-

me contre les gens de couleurs, mais aussi racisme d'une élite contre le reste de la nation.

SAINT Q.I.

Dans « Enfants-magazine », dont la salle de rédaction n'a pas encore été visitée par l'humble Alain de Benoist, celui-ci interviewe le Dr. Hans J. Eysenck, auteur du livre « L'inégalité de l'homme ». Ce dernier chante la gloire des Q.I. (quotients intellectuels) :

Si les tests étaient aussi contestables qu'on a bien voulu le dire, ils n'auraient pas de valeur prédictive. Or, ils en ont une. En mesurant le Q.I. d'un enfant, on peut en moyenne prévoir jusqu'à quel niveau d'études il ira, et quelle sera, grosso modo, sa réussite professionnelle.

Le Dr. Eysenck oublie de dire que les tests qui mesurent le Q.I. sont des tests d'adaptation à une société, la société industrielle, et un type d'intelligence, la capacité d'abstraire. Mais non, pour le Dr. Eysenck, la capacité d'abstraire c'est « l'intelligence générale ». Et l'origine des mauvais Q.I. de certains — du plus grand nombre — provient pour lui à 80% de l'hérédité biologique, le milieu socio-culturel ne jouant qu'un rôle secondaire.

De même, les aptitudes aux mathématiques, à la musique... et au crime sont héréditaires :

On a fait des études sur les enfants de parents criminels, qui avaient été élevés par des parents adoptifs. Or, lorsque l'on a comparé le comportement de ces enfants, devenus adultes, au comportement de la population générale ou, plus simplement, au comportement d'autres enfants adoptés et élevés dans un même milieu, mais dont les parents n'avaient pas de passé criminel, on a constaté chez les premiers un taux de délinquance et de criminalité très nettement supérieur à la moyenne, en sorte qu'ils se rapprochaient sur ce point aussi de leurs parents, qu'ils n'avaient pour la plupart jamais connus.

Le Dr. Eysenck, qui, paraît-il, dut quitter l'Allemagne pour fuir les persécutions nazies, a-t-il réfléchi aux conséquences logiques que l'extrapolation de l'étude de quelques cas (1) entraîne inéluctablement : la stérilisation des enfants de fous, de délinquants, de criminels, à défaut de

leur extermination ? Comme en Allemagne nazie.

Dans l'immédiat, notre généticien se contente de prôner une rigoureuse diversification de la société, fondée sur les inégalités biologiques :

Presque tous les enfants peuvent réussir dans un bon métier. Mais n'importe quel enfant ne peut pas faire n'importe quel métier. Une sélection est donc indispensable.

Magnifique sophisme. Ce n'est pas à la N.A.F. que nous condamnons la diversification de l'enseignement ; mais lorsqu'un seul type d'études et de métiers conduit aux honneurs, à la richesse et à l'épanouissement humain, la réussite de tous dans un « bon métier » n'est plus qu'un slogan menteur. En fait, Eysenck et Cie rêvent d'une société hiérarchisée dans laquelle la sélection par les tests permettrait aux plus intelligents, c'est-à-dire aux héritiers de la culture, de dominer au nom d'un prétendu déterminisme biologique le reste de leur peuple. D'ailleurs, dans le cours de l'interview, Alain de Benoist vend la mèche lorsqu'il cite cette déclaration élitiste et délirante du Professeur Chauvin :

Tout récemment, aux entretiens de Bichat, fin septembre dernier, le professeur Rémy Chauvin a présidé une séance consacrée aux enfants surdoués, lesquels représentent en moyenne un ou deux individus sur 10 000 personnes. Le professeur Chauvin a fait observer qu'il existait des classes spéciales pour surdoués en URSS, aux Etats-Unis, en Israël, en Iran, mais pas en France. « Il est criminel, a-t-il déclaré, de négliger cette richesse immense que représente l'intelligence phénoménale de quelques-uns de nos enfants ».

C'est la Mensa (2) qui doit régner sur le bas peuple en Occident. Smicards, que vous êtes bêtes !

Jacques BLANGY

(1) Le résultat des études faites sur le facteur génétique dans la transmission de l'intelligence sont incertains et contradictoires. Les seuls acquis tangibles concernant la transmission de facteurs teratologiques extrêmes, tel le mongolisme.

(2) La Mensa est cette association internationale dont les membres doivent obligatoirement posséder un Q.I. supérieur à 140.

mourir pour zouerate ?

L'enlèvement de Zouérate venant peu de temps après Mogadiscio vient ajouter une note passionnelle à l'inextricable question politique nord-africaine dont la diplomatie française se serait bien passée.

En kidnappant deux techniciens français le Front Polisario occupe depuis deux semaines la une des journaux. Pas mal pour un mouvement fantôme qui représente un peuple bidon. Le prétendu peuple sahraoui aurait 1 000 000 de membres selon les sources algériennes. Vu du côté marocain il se réduit à 60 000 nomades ; Plus réalistes les Espagnols déclarent que dans leur ex-colonie se déplacent selon les saisons de 70 000 à 150 000 nomades suivant des critères climatiques qui n'ont rien à voir avec la notion de frontière et à fortiori avec celle d'Etat.

LE DOUBLE ENJEU

En fait le Sahara ex-espagnol est un enjeu économique et géo-politique convoité à la fois par l'Algérie et le Maroc qui y manipulent un certain nombre de tribus.

Enjeu économique : les phosphates de Boukraa représentent un gisement de dix milliards de tonnes soit deux fois le budget actuel de l'Etat français. Si le Maroc en obtenait le contrôle il serait maître de 80 % des réserves mondiales de phosphates ce qui le mettrait en position de quasi monopole sur ce marché. On conçoit que l'Algérie souhaite s'emparer d'une partie de cette manne par « République Arabe Sahraouie Démocratique » interposée. Qui plus est, en se ménageant une fenêtre sur l'Atlantique, l'Algérie pourrait évacuer par cette voie la production de cuivre de Tindouf, ville distante de 500 kms seulement à vol d'oiseau de l'Atlantique.

Enjeu politique : Boumedienne rêve de faire de l'Algérie une grande puissance installée comme la France ou l'Espagne à cheval sur

l'Atlantique et la Méditerranée. Il y voit la possibilité de ravir au Maroc le leadership dans le Maghreb. Pari ambitieux et qui est loin d'être gagné : les deux pays sont en effet de forces sensiblement égales. L'Algérie a bénéficié du démarrage industriel provoqué par le plan de Constantine, mis en œuvre au temps de l'Algérie française. Mais elle a eu le tort de tout miser sur l'industrie lourde et de vouloir forcer le développement de celle-ci alors que simultanément le nombre des techniciens algériens augmentait à une cadence relativement modeste. Le Maroc qui mise plutôt sur le développement des industries agro-alimentaires et dont le roi veut passer à la postérité comme « le sultan des barrages » d'irrigation a fait un calcul plus judicieux. Cela lui vaut en fin de compte plus de prospérité et de puissance. Autrement dit, le Maroc et l'Algérie seront condamnés à terme à coexister en s'équilibrant. Pour l'instant c'est l'affrontement : l'Algérie est furieuse de voir la Mauritanie alliée au Maroc tente de perturber l'extraction du minerai de fer de Zouérate. D'où l'enlèvement du 25 octobre.

FRANCE : UNE PARTIE DELICATE

Face à cette situation on se demande quelle peut-être la politique de la France. La réponse n'est pas aisée. Ainsi faut-il maintenir des techniciens français en Mauritanie ? C'est immanquablement les exposer à des raids du Polisario qui viseront d'abord les cadres français afin de mieux paralyser l'exploitation des gisements de fer. Se désengager ? Difficile également car se serait s'aliéner à la fois la Mauritanie et le Maroc, bien plus coopératifs avec la

France que le régime Boumedienne. De même M. Giscard d'Estaing a eu raison de prendre position contre la création d'un micro-état au Sahara occidental. Mais il a récemment cautionné la création d'un autre micro-état de ce type à Djibouti.

Nous ne prétendons donc pas résoudre le problème à grands coups de « il n'y a qu'à ». Il semble cependant qu'une politique de présence économique et culturelle accrue en Algérie comme au Maroc nous aurait mis en bien meilleure position que nous ne le sommes actuellement. Plus l'Algérie aura besoin de nos coopérants et de nos industriels, plus elle sera disposée à nous ménager. Sûrement pas par magnanimité de M. Boumedienne, mais tout simplement parce que nos industriels et nos coopérants constituent un moyen indirect de pression, pour peu que le Quai d'Orsay en use avec discrétion mais fermeté (1). Or la politique algérienne de la France a été obérée par deux erreurs.

— D'abord la fâcheuse tendance du ministère de la coopération à « saupoudrer » un nombre impressionnant de pays avec nos techniciens et nos enseignants. Nous nous éparpillons en Tanzanie ou au Burundi mais nous ne sommes pas capables d'assurer la survie de l'Université Française de Beyrouth et mesurons au compte goutte nos assistants dans l'enseignement supérieur algérien. Nous nous étonnerons ensuite du recul du Français dans ce pays. La contre-épreuve est fournie par notre maintien culturel au Maroc — malgré les campagnes frénétiques de l'Istiqlal — rendu possible par une concentration de

moyens bien plus importante.

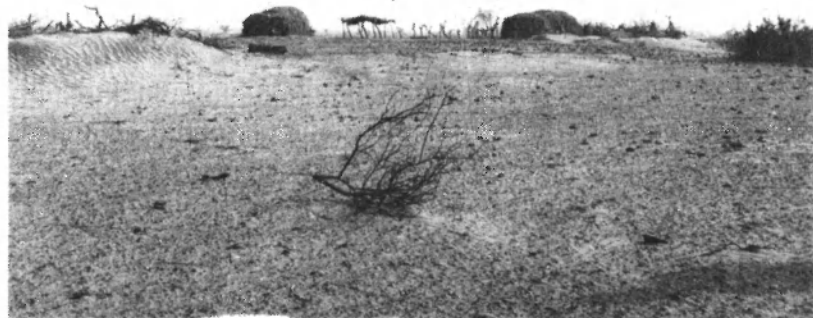
TARTARIN D'ESTAING

— Ensuite la manière habituelle du Chef de l'Etat c'est-à-dire veillétaire et imprécise : la triomphante tournée algérienne de M. Giscard d'Estaing en 1975 n'a pas été exploitée. Nous avons laissé Fiat s'installer à Oran à la place de Renault et le ministère français des finances a saboté les projets de création d'usines françaises en Algérie.

Il est vrai que M. Giscard, du temps où il sévissait rue de Rivoli, a donné l'exemple. Lors de ses nombreux safaris en Afrique il lui arrivait souvent de faire escale à Alger. Les ministres algériens même si l'escale se produisait en pleine nuit venaient pour saluer Giscard... qui régulièrement refusait de les recevoir. Bref l'esthète élyséen faisait gratuitement perdre la face à ses partenaires, faute irréparable en pays d'Islam. Mais, sans doute pour compenser ceci, M. Giscard s'apprête à son tour à couvrir de ridicule la France : jaloux des lauriers du commando allemand Mogadiscio, il fait mine de préparer — à grand tintamarre par dessus le marché — une opération de ce genre... techniquement irréalisable au Sahara. Menacer alors que l'on est incapable, de toute évidence, de mettre sa menace à exécution, il n'y a rien de tel pour donner de notre pays une image grotesque.

Arnaud FABRE

(1) Mais sont-ils capables de discrétion et de fermeté ces nullités de salons, ces sous-produits du Faubourg Saint-Germain qui peuplent « la carrière » ?



québec : le compte à rebours.

Pareil au petit monsieur de la chanson de Gilles Vigneau, René Levesque est venu en France avec son panier sous le bras.

A son retour il pourra présenter à ses supporters un accord portant sur un programme quinquennal d'exploitation du cuivre au Québec, un projet de coopération dans le domaine de la télévision, des espérances concernant la réciprocité en matière de Sécurité Sociale pour les travailleurs. Il n'oubliera pas, espérons-nous, les émouvants discours qui d'Edgar Faure au Président de la République ont fait vibrer les cœurs ! A ses adversaires, René Levesque, modeste, présentera sa croix de grand officier de la légion d'honneur. Et il faudra attendre, attendre encore.

LE QUEBEC SEUL...

Les accents gaullois n'auront pas manqué ces jours-ci. Il est vrai que dans cette ronde de compliments généreusement distribués tant au Québec qu'à la France on ne pouvait pas ne pas entendre le vieux cri de « Vive le Québec libre ! ».

Mais, de retour à Montréal, René Levesque reprendra la dimension de la solitude de son pays. Car le Québec est seul avec ses problèmes : chômage, dénatalité, minorisation grandissante du Québec au sein même de son espace géographique ;

— le chômage est un des plus élevés de la Confédération canadienne et les Québécois eux-mêmes savent que sa cause n'en est pas la « domination » anglaise. Le Québec s'est endormi lentement dans le sein du « bien-être » et de « l'allocation chômage ». Deux institutions qui feraient rêver bon nombre de nos concitoyens.

— la dénatalité du « Québec québécois » c'est-à-dire la dénatalité qui touche les Canadiens français a atteint la cote d'alerte. Bientôt naîtront plus de petits portugais, d'espagnols, d'italiens, de grecs que de petits « québécois » de souche. Les mauvais esprits nous coifferont d'un entonnoir...

Le Québec a subsisté replié sur lui-même tout au long du XXe siècle grâce à la revanche des berceaux. Ce succès qui s'est créé non sans heurts et sacrifices risque maintenant d'être balayé en 15 ou 20 ans.

Le Québec doit fixer et franciser ses immigrants. Il doit aussi maintenir une natalité qui lui permette de faire face à l'accroissement rapide de la population néoquébécoise. La fameuse loi 101 a pour but d'assurer le monopole du français au Québec grâce à l'enseignement scolaire et à la francisation de la vie économique. Cette loi restera inopérante si la natalité « québécoise » ne se relève pas.

— la minorisation grandissante du Québec est la résultante de la dénatalité et de l'immigration régulière des groupes déjà cités. Le Québec ne se fait aucune illusion sur les motivations qui poussent bon nombre d'européens à traverser l'Atlantique. Ils ne s'installent pas au Canada, encore moins au Québec mais en Amérique du Nord. North America ! Et dans ce mot nous retrouvons tous les vieux mythes. Il n'est qu'à se souvenir du très beau film qu'est « West side story » et son hymne « America, America »...

LE VRAI DÉFI

Face à ces problèmes, les mesures que prendra nécessairement un gouvernement québécois ne seront pas simples. Certains pourparlers entre Québec et Paris laissent sous-entendre qu'une politique privilégiée entre la France et le Québec permettrait une immigration française. M. Giscard d'Estaing a surpris, il est vrai, par le soutien qu'il a apporté à René Levesque. Notre président ressemble trop à M. Trudeau pour que l'on ne soit pas tenté d'y voir une pirouette intéressée. Nous exporterons sur le Saint Laurent nos jeunes chômeurs qui d'ailleurs n'auraient pas grand-chose à regretter.



Gilles Vigneault, le chanteur du Québec

Mais le vrai défi est tout intérieur. Il doit d'ailleurs se faire contre toute une classe politique native de la belle province. Le résultat des futures élections municipales de Montréal devrait permettre de prendre la température...

D'autre part le défi de toute une génération de Québécois n'est pas dirigé essentiellement contre « l'Anglais » mais bien plus contre l'« american way of life ».

Réduire le conflit entre un simple affrontement entre Français et Anglais est dangereux. Les jeunes Québécois qui sillonnent aujourd'hui l'Europe, qui ont fait cette année les vendanges en Beaujolais ou en Champagne le savent bien.

FACE À TRUDEAU

Et tout n'est pas joué. Trudeau le mal aimé n'a pas dit son dernier mot. Une révision globale de la Constitution devrait apporter de réels changements « à la nature profonde de la fédération canadienne ». Ces changements seront d'autant plus profonds qu'ils ne sont pas motivés par les remous du seul Québec mais aussi par l'Alberta, la Colombie britannique, le Saskatchewan. Il est donc nécessaire d'attendre aussi de ce côté là. Trudeau rêve maintenant d'un Commonwealth francophone. Il serait inconséquent de négliger un tel projet du fait de son origine. Aucune chance d'un changement présentant l'accord des deux partis (Fédéralistes et Indépendantistes), ne doit être refusée.

LA FRANCE ?

Au cours du voyage de M. Levesque les hommes politiques français n'ont pas manqué de se gargariser à propos de la francophonie et de faire assaut de démagogie à l'égard du premier ministre québécois. Ceci nous gêne.

D'abord parce que le spectacle francophone et québecophile donné par nos officiels est un cache-misère par trop commode pour faire oublier l'insuffisance du projet diplomatique français. La mollesse avec laquelle nous avons

mené la bataille du Concorde face aux Américains en est un exemple récent. Et, par ailleurs, est-il sérieux de défendre la personnalité québécoise quand nous maintenons l'emprise d'un système jacobin centralisateur à Rennes comme à Toulouse, à Ajaccio comme à Lille ?

Ensuite parce qu'il n'est pas sain de jeter de l'huile sur le feu dans les rapports entre Ottawa et le Québec. Avec M. Christian Philips (1) nous dirons que toute action de notre pays doit être discrète et ne pas chercher à durcir les rapports entre « la belle province » et la Confédération canadienne. Ne gênons pas les Québécois et sachons leur reconnaître le droit à la différence et d'abord à la différence à l'égard de nous-mêmes. Il est malheureux que M. Chirac ait été le seul à entrevoir cette vérité en invitant à l'Hôtel de Ville un représentant d'Ottawa aux côtés de M. Levesque !

Ceci bien compris nous pourrions envisager le défi franco-québécois. Mais ceci est une autre affaire.

Marc VANDESENDE

(1) France-Québec - 54 Av. de Saxe, Paris 15e.

ROYALISTE

17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris

Téléphone : 742-21-93

— Abonnements :

3 mois : 30 F

6 mois : 50 F

1 an : 90 F

soutien : à partir de 150 F
C.C.P. Royaliste 18 104 06 N
Paris

— Changements d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais

— Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal

— Directeur de la publication : Yvan AUMONT

— Imprimé en France - diffusion N.M.P.P.

léon bloy

Dans le « Monde des Livres » (1), un petit article nous rappelle qu'il mourut il y a soixante ans, le 3 novembre 1917. Le long cauchemar n'était pas fini. Rien ne fut donc épargné au mendiant ingrat qui connut le fond de la misère. Il lui fallait l'agonie sans apaisement, jusqu'au bout l'abaissement inouï. Pour quelle éclatante revanche? Mais qui l'a lu, a même entendu prononcer le nom de Léon Bloy? Au livre de poche, LA FEMME PAUVRE et LE DESESPERE sont épuisés. Ils ont donc trouvé lecteurs mais le tirage ne fut pas comparable aux Zola. Et à quand la réimpression? L'article du « Monde » est une consolation. Mais je doute que ce florilège qui le consacre tour à tour comme anar, intégriste, phallocrate, syndicaliste, maoïste, anticlérical, excessif, perplexe, lucide... réjouisse son âme de bienheureux. Par chance la dernière citation qui le fait passer curieusement pour « interrogatif » — cette bonne blague! — est la seule qui le définisse vraiment :

« Il n'y a rien à faire avec vous, m'a dit une femme, vous marchez dans l'Absolu. Dans quoi voulez-vous que je marche? ai-je répondu. »

Là c'est sûr, c'est bien lui, sa grande gueule, son manque flagrant de correction et sa terrible faim d'affamé, son rugissement qui devrait réveiller les plus morts que les morts.

Ce qu'il est : d'abord un pauvre. Pas un bon, un méchant. Hargneux même. D'une violence incroyable. Aujourd'hui, ça ne passerait plus. On n'écrit pas le tiers du quart. Les tribunaux vous condamneraient sur le champ et la rumeur publique vous abattrait comme un chien. Voyez comme il traite tel écrivain bien pensant — l'eunuque — dont je n'ose même pas écrire le nom :

« O pauvres putains, lamentables filles prétendues de joie, qui vagabondez sur les trottoirs, à la recherche du vomissement des chiens; vous qui du moins, ne livrez à la paillardise des gens vertueux que votre corps dévasté et qui, parfois gardez encore une âme, un reste d'âme pour aimer et excéquer; — que direz-vous de ce greuchon de l'impénitente sottise, quand viendra le terrible Jour où les Hécubes de la terre en flammes devront aboyer, devant Jésus, leurs épouvantables misères? » (Belluaires et Porchers).

Bernanos dont la colère flamboiera souvent n'atteindra jamais ce véritable déchaînement des cieux.

LE SOUPÇON

Mais pourquoi cette violence? Revanche contre la vie, jalousie, ressentiment. On voit quel traitement pourrait faire subir à la personnalité de l'agresseur un analyste, nietzschéen sur les bords. Justement, l'auteur de l'ANTE-CHRIST l'était aussi, violent. Et sa force de pénétration psychologique, la pointe acérée de son soupçon ne tenaient que par une prodigieuse tension intérieure. Bloy lui ressemble étrangement dans sa rage à débusquer les vices derrière les masques. Il faut lire son extraordinaire « EXEGESE DES LIEUX COMMUNS ». Je me demande ce que Nietzsche en aurait pensé. Car il ne suffit pas à Bloy de mettre à nu l'inavouable et l'inavoué. Il n'est pas jusqu'à la plus plate sottise qui, sous sa lampe à sonder, ne se révèle solidaire d'un insondable gouffre. A ce jeu, M. Homais lui-même serait convaincu de frôler les plus grandes énigmes métaphysiques. Et Homais est légion :

« Le vrai Bourgeois, c'est-à-dire dans un sens moderne et aussi général que possible, l'homme qui ne fait aucun usage de la faculté de penser et qui vit ou qui paraît vivre sans avoir été sollicité, un seul jour, par le besoin de comprendre quoi que ce soit, l'authentique et indiscutable Bourgeois est nécessairement borné dans son langage à un très petit répertoire de formules. »

Ces lieux communs d'une pesante monotonie qui font la prétendue sagesse des nations, Bloy veut les faire surgir comme dérobés à la toute puissance créatrice, capable de faire jaillir un monde. Ainsi, « les plus inanes bourgeois » vont devenir à leur insu « d'effrayants prophètes » qui ne peuvent « ouvrir la bouche sans secouer les étoiles » et sans que « les abîmes de lumière soient immédiatement invoqués par les gouffres de leur sottise ».

Et il y parvient le diable d'homme! La méchanceté apparaît alors pour ce qu'elle est, la haine de la médiocrité, de l'indifférence, de la bonne conscience; haine qui n'est que le revers de l'amour de l'absolu. Le plus odieux philistin, si on le coince comme il convient, peut replonger en lui-même au point d'atteindre les étoiles et d'étreindre le Graal. Comme jadis le prophète dans l'immense cité, Bloy voudrait réveiller les ninivites. La colère le fait frémir. Il fulmine l'annonce des pires châtimements, mais c'est la flamme de la plus pure fraternité qui le fait odieusement insulter son prochain.

Son soupçon va donc infiniment plus loin que l'ignominie. Il transperce la carapace jusqu'aux sources de vie. C'est qu'il a une conception intégralement, exclusivement chrétienne de... De quoi, au juste? Les mots sont trop pâles, trop régionaux pour signifier que pour Bloy rien n'existe où il n'y va du salut. Drumont publie sa FRANCE JUIVE qui à l'époque est accueillie avec un intérêt et une fièvre qu'aujourd'hui nous ne comprenons heureusement plus. L'antisémitisme coule à plein bord. Bloy est furieux contre Drumont. A-t-il pour les enfants d'Israël plus de sympathie que ses compatriotes? A priori, il ne semble pas. Certaines pages même ne passent

pas. Le bonhomme reflète les préjugés de son temps. Et il les étale avec sa démesure coutumière. Mais c'est immédiatement pour crever le plafond et affirmer : « Le salut vient des Juifs! texte confondant qui nous met furieusement loin de M. Drumont. » Le directeur de la LIBRE PAROLE ne fait qu'exciter les convoitises : ils nous ont pris nos sous, reprenons-les! Comme si les catholiques du temps n'adoraient pas aussi leurs veaux d'or. Bloy trouve dans la querelle politique du moment la trame du grand mystère de l'histoire. Alors que le livre de Drumont nous est aujourd'hui insupportable, celui de Bloy malgré ses injustices nous émeut. Et je pourrais nommer tel juif pieux qu'il a bouleversé.

LE PAUVRE

Le pauvre... Traînant sa vie et celle des siens sans le sou, Bloy a bel et bien entraîné dame misère toute sa vie. Ses livres évoquent sans cesse démêlés avec créanciers, discussions orageuses avec le propriétaire qui exige son terme, visites d'huissiers. Il m'arrive d'imaginer que si nous devions créer à la N.A.F. des groupes d'intervention contre l'expulsion, nous devrions les appeler « commandos Léon Bloy ». Tant que le vieux bonhomme vivra dans notre mémoire et notre langue, il nous jettera la pauvreté à la figure. Malheur à nous de détourner la tête. Dans notre civilisation, la pauvreté est vice malgré le lieu commun. Et il nous est pénible d'y penser.

« Vieil enfant jaloux de Dieu, plein d'images prophétiques, le vagabond affamé de bonheur dont l'ingratitude légendaire était, comme la générosité, royale, le vieux cœur enflé de colère et débordant de tendresse, le justicier plein de pardon. »

Georges Bernanos, au soir de sa vie, tandis qu'il évoque son vieux maître, interroge sa part prophétique :

« J'ose écrire qu'une société sans pauvres est chrétiennement inconcevable et si personne n'a plus le courage de l'écrire après-moi, j'estime que je n'aurais pas vécu en vain. Et encore : « Le monde moderne a deux ennemis, l'enfance et la pauvreté. »

C'est si évident. Notre civilisation ne reconnaît que la réussite, la puissance. Elle suspecte l'innocence, elle fait de l'inadaptation et du déséquilibre la maladie qui exclut et appelle la normalisation psychiatrique.

De même la pensée contemporaine vient échouer lamentablement sur le roc du pouvoir, faute de vouloir y admettre une limite, d'y voir une faille. Il faudrait pour cela contempler le mystère de pauvreté et entendre ce que les théologiens signifient par la kénose. Mais je ne veux pas anticiper sur le beau livre de Pierre Boutang qui paraîtra dans quelques mois... Reconnaissons que dans ce grand silence qui entoure le mendiant ingrat, il y va peut-être bien de notre grande misère.

Gérard LECLERC

(1) « Le Monde » 4 novembre 1977. Pierre-Robert LECLERCQ — « Léon Bloy, un homme d'aujourd'hui ». Les œuvres de Léon Bloy sont éditées en 15 volumes au Mercure de France.

roger pannequin

le p.c.

hier et aujourd'hui

ROYALISTE : Roger Pannequin, pour quelles raisons avez-vous écrit « ADIEU CAMARADES » ?

ROGER PANNEQUIN : « ADIEU CAMARADES », qui couvre la période de 1944-1954, est l'explication de ma rupture avec le P.C., de ma destitution du Comité Central, puis de mon exclusion.

Mais « ADIEU CAMARADES » tente aussi et surtout d'expliquer ce que j'ai pu connaître de l'intérieur de la machine. Je suis entré au P.C. parce qu'ayant cotoyé dans la Résistance de nombreux militants du Parti, il m'a semblé naturel à la Libération de régulariser ma situation en m'y inscrivant. Je me trouvais alors à Lens et fus élu conseiller municipal et adjoint au maire. J'ai participé à la réorganisation de la fédération communiste alors qu'elle comportait à la Libération seulement une dizaine de militants pour un département d'un million d'habitants. Militant départemental, je connais encore mal l'appareil du Parti. Mais mes responsabilités m'amènent à aller à l'école centrale du Parti. A partir de ce moment je suis vraiment un cadre. A mon retour de l'Ecole centrale, je deviens membre du secrétariat fédéral du Pas-de-Calais, ce qui est déjà une responsabilité importante. Ensuite Je suis appelé à Paris à la section d'organisation avant de devenir membre du Comité Central. C'est là que je connais vraiment l'intérieur de l'appareil. En effet, le Comité Central est un organisme public et très vaste, mais au sein de cet organisme, la réalité du pouvoir — si pouvoir il y a — appartient à la dizaine de ses membres qui sont permanents à Paris.

J'ai donc vécu la période de la guerre froide et j'ai cru utile pour les jeunes générations de fournir un témoignage sur cette période.

Durant cette période de guerre froide qui va de 1947 à 1954, le P.C. est replié sur lui-même, n'a plus la puissance qu'il possédait lorsque des ministres communistes siégeaient au gouvernement et lorsque les militants communis-

Nous avons le plaisir d'accueillir dans nos colonnes M. Roger Pannequin, ancien membre du Comité Central du Parti Communiste. Roger Pannequin nous parle de son expérience de permanent du P.C. (1947-1953) relatée dans « Adieu Camarade » qui vient de paraître aux Editions du Sagittaire et fait suite à « Ami si tu tombes », ses mémoires de Résistance.

tes se prévalaient de la présence de leurs camarades au sein du gouvernement. Dans cette période de repli, le centralisme démocratique peut fonctionner à plein. Ceci dure jusqu'à la mort de Staline qui provoque une sortie du ghetto : en 1954 communistes et gaullistes votent ensemble contre la C.E.D. et la font échouer.

Mais l'expérience que j'ai vécue est aussi une expérience humaine. Je n'ai en écrivant ce livre éprouvé aucune haine à l'égard de personnages que j'attaque peut-être vivement. Je suis au contraire



frappé par le fait que des hommes qui entrent dans le Parti droits, sincères, honnêtes, finissent par avoir des attitudes de crapules et à excuser les attitudes qu'ils ont, ce qui est grave.

ROYALISTE : Ce qui est frappant dans votre livre, c'est le fliquage permanent des militants au sein du Parti.

ROGER PANNEQUIN : Le fliquage est basé sur le principe « On

doit toute la vérité au Parti ». Donc le Parti a le droit de vérifier si on lui dit toute la vérité. Ce fliquage commence au niveau politique : tout militant du P.C. doit par exemple rendre compte à sa cellule de son activité dans une organisation syndicale. Et ceci en présence d'autres camarades syndiqués qui contrôlent et complètent le cas échéant ses propos. Et je pourrais prendre aussi bien l'exemple des organisations de jeunes ou de femmes.

De là on passe au fliquage individuel : le Parti est entouré d'ennemis qui cherchent à s'infiltrer dans ses rangs. Donc il doit chercher à les dépister en vérifiant si les militants n'ont pas de relations avec l'ennemi. Et avoir des relations ça peut être tout simplement dire bonjour au voisin alors que c'est un policier.

Dernière étape : le fliquage intime. On doit dire les relations sexuelles que l'on a eu avec un femme ou un homme. C'est en vertu de ce fliquage que Staline a fait exécuter ses collaborateurs les plus proches. C'est en vertu de ce même principe que Béria faisait espionner tous les membres du Bureau Politique, Staline compris. Dès lors c'est l'appareil qui possède tous les pouvoirs et au sein de l'appareil le chef des policiers, c'est-à-dire le secrétaire à l'organisation vers qui aboutissent tous les rapports sur le comportement de chacun. Il est aidé dans ce travail par son adjoint direct, le responsable du service des cadres.

ROYALISTE : Autre élément intéressant dans votre livre, l'analyse que vous faites de l'existence en 1947-1953 d'un groupe Duclos-Lecœur-Fajon appuyé sur la police soviétique de Béria et opposé à Maurice Thorez.

ROGER PANNEQUIN : Oui ce groupe a existé. Il n'est pas né au moment où Thorez malade a été emmené en 1950 en U.R.S.S. Il est né dans la clandestinité de la guerre. Rappelons-nous qu'en 1939 lorsque la guerre éclate, Thorez et Fajon tout en justifiant le pacte germano-soviétique rejoignent leur unité : ils en sont restés à la ligne de 1934 de front unique contre le Fascisme. Ce n'est pas l'avis de l'Internationale Communiste qui dénonce la guerre entre impérialismes rivaux, la guerre des riches contre les pauvres. Staline d'ailleurs croit au caractère durable du pacte germano-soviétique et fera fusiller comme provocateur un communiste allemand qui déserte dans les lignes russes en juin 1941, en annonçant que les Allemands attaqueront l'U.R.S.S. deux jours plus tard.

En octobre 1939 Raymond Guyot revient en France avec les consignes de l'Internationale. Thorez doit désertir. Duclos rejoint à Bruxelles Fried-Clément le représentant de l'Internationale et diffuse jusqu'en 1941 des consignes de fraternisation avec les soldats allemands. Les seuls actes de résistance réalisés avant 1941 par des communistes sont le fait d'isolés, coupés du centre : Tillon en Gironde, Havez en Normandie. Et le 19 juin 1941 — deux jours avant l'attaque de l'U.R.S.S. par l'Allemagne! — Duclos reproche à Lecœur d'avoir organisé une grève des mineurs tournée contre l'occupant.

Moyennant quoi et pour rattraper sa gaffe, Duclos prend ultérieurement comme adjoint à Paris Lecœur, en vertu du principe « Prends comme adjoint celui qui t'a le plus combattu, comme cela tu seras plus sûr de le tenir en mains ». Dès lors le groupe est formé contre Thorez qui, sans avoir l'oreille de l'Internationale, est néanmoins maintenu à la tête du « Parti de la classe ouvrière » car lui est un mineur et non un pâtissier comme Duclos.

Il se renforce de par l'hostilité Thorez-Lecœur qui avaient une véritable répulsion physique



l'un pour l'autre. Thorez se heurte à Lecœur qui en 1945 soutient une grève de mineurs alors que les slogans de Thorez sont : « Produisez, produisez ! » « Renaissance, Démocratie, Unité ». « S'unir, s'armer, se battre ! ». Thorez ira même jusqu'à provoquer à Waziers dans le Nord une réunion — antistatutaire — des cadres syndicaux du Nord et du Pas-de-Calais pour rappeler à l'ordre Lecœur. Et au remaniement ministériel suivant Thorez fait nommer Lecœur secrétaire à la Production Industrielle... Pour lui faire appliquer la politique qu'il a combattue ! Mais lorsque, en décembre 1947 à la réunion constitutive du Kominform, les représentants de Staline accusent le P.C.F. d'avoir pratiqué une politique de collaboration de classes à la Libération, Lecœur apparaît comme l'homme de Moscou. D'ailleurs, à Moscou il voit souvent Ignatiev, l'âme damnée de Bériia, surtout à partir du moment où il devient secrétaire à l'organisation.

En 1950 la maladie et le départ de Thorez pour l'U.R.S.S. renforcent sa position : Jeannette Veermesch n'avait en effet nullement l'envergure politique nécessaire pour faire la liaison Thorez-U.R.S.S. d'une part, P.C. de l'autre. Il va en profiter pour développer une tendance droitiste, en 1951-1952. Face au groupe Duclos-Lecœur (auquel s'est rallié Fajon) existe une tendance ouvertement gauchiste animée par Guyot et Billoux avec l'appui de la jeune génération du Comité Central (Kriegel-Valrimont, Pronteau, Servin, moi-même). D'où toute une série de virages successifs, brutaux et contradictoires, de la direction du Parti ballottée en 1952 entre ces deux tendances d'une ligne incertaine.

ROYALISTE : Quel était le degré de sujétion du Parti à l'U.R.S.S. au temps où vous étiez membre ? Y-a-t'il actuellement une évolution par rapport à la période 1950-1952 ?

ROGER PANNEQUIN : Remarquons d'abord que les dirigeants du P.C. n'ont jamais été chercher systématiquement leurs directives précises à Moscou. Les choses sont plus subtiles que cela. Il y a la solidarité entre partis communistes qui joue. Dans la pratique, le P.C. est constamment déchiré entre l'intérêt de l'Etat soviétique et les aspirations de la classe ouvrière française. Ce qui ne coïncide pas toujours ! Lorsque Thorez déclarait vers 1950 que jamais le peuple de France ne résisterait à l'Armée Rouge et que les ouvriers français se conduiraient face à elle comme les ouvriers polonais, tchèques ou hongrois en 1944-45, il reflétait l'état d'esprit de son électorat en même temps qu'il comblait les vœux de Moscou. Maintenant, le P.C. attaque — violemment parfois — l'Union Soviétique parce que son électorat a changé et que le système électoral actuel fondé sur la bi-polarisation l'oblige à être rassurant. Mais il ne le fait pas de gaité de cœur. Et il le fait surtout parce qu'il sait qu'il ne gêne guère l'U.R.S.S. : celle-ci s'intéresse peu à l'Europe occidentale ; elle est entièrement tournée vers la Chine qui lui conteste son hégémonie dans le camp communiste mondial. Mais sur le fond, rien n'est changé à l'alignement du P.C.

ROYALISTE : Le P.C. n'est-il pas condamné à rester immuablement totalitaire tant qu'il conservera le centralisme démocratique ?

ROGER PANNEQUIN : C'est certain. Le centralisme démocratique, c'est la négation même de toute société fondée sur la responsabilité. Dans l'armée, celui qui s'engage connaît les règles d'avancement, sait dans quelles conditions on devient sous-officier ou officier : il y a des règles d'avancement, de carrière. Ce n'est pas le cas au P.C. où chacun des cadres accède à une responsabilité par choix de celui qui est situé immédiatement au dessus de lui. Ainsi je suis arrivé au Comité Central par le choix de Lecœur avec qui j'étais à la mairie de Lens et à la fédération du Pas-de-Calais. Je n'ai pas eu d'autre mérite. Vingt autres cadres dans la Fédération du Pas-de-Calais auraient pu faire aussi bien l'affaire. Et le sort d'un cadre dépend de celui de l'homme qui l'a promu. Dans l'armée, un capitaine demeure toujours capitaine, même si le colonel change. Ce n'est pas vrai au P.C. Chaque cadre vit dans l'angoisse de savoir quel est le véritable maître du moment. Duclos ? Thorez ? Il cherche des appuis et des garanties où il le peut. C'est ainsi que Lecœur chargé en 1950 d'organiser un Parti puissant dans les entreprises s'est très vite rendu compte qu'il n'y arriverait pas car la ligne était fautive. Il a redouté — à bon droit — de servir de bouc émissaire et il a donc cherché des appuis à Moscou auprès de Bériia, par Ignatiev interposé. C'est cela la vie de l'appareil !

ROYALISTE : La promotion d'hommes de valeur comme Paul Laurent ou Roland Leroy n'a-t-elle pas fait évoluer cet état de fait ?

ROGER PANNEQUIN : Non. J'ai bien connu Roland Leroy lorsqu'il était modeste militant de la Seine-Maritime puis membre de la commission de contrôle financier. Il avait alors beaucoup d'esprit critique. Mais lorsque je l'ai vu accéder au bureau politique, je me suis dit : « Il est foutu ». En prenant des responsabilités élevées, le militant aliène la partie la plus riche de sa personnalité, se soumet à la loi, à la morale du Parti. L'esprit de parti fait disparaître en lui les barrières qui, dans la vie courante, le retiennent de se conduire comme un salaud, même s'il en a envie. Il est broyé.

ROYALISTE : L'atmosphère que vous décrivez est effrayante. Comment se fait-il que dans ces conditions, le P.C. puisse recruter et compter actuellement 600 000 adhérents ?

ROGER PANNEQUIN : Il y a en fait deux P.C. D'abord celui des communistes qui passent et restent un moment par sentimentalité ou pour ne pas lâcher les copains, et qui finissent pas se lasser. C'est ainsi qu'il y a plusieurs millions d'anciens communistes, une rotation permanente. Et il y a l'appareil surtout formé des permanents employés par le Parti, les syndicats et les municipalités communistes, soit plusieurs milliers de personnes. Le noyau dur des cadres représente environ 40 000 individus. C'est le noyau qui, à la demande, peut fournir une salle pleine à M. Marchais. Pourquoi devient-on et demeure-t-on membre de l'appareil ? Avant tout parce que l'on est grisé par le pouvoir que l'on a : on est attendu à la gare de la ville de province où l'on se déplace ; on mange chez le chirurgien ou le professeur de faculté du coin, on est raccompagné en voiture.

ROYALISTE : Etes-vous toujours communiste ?

ROGER PANNEQUIN : Tel que le P.C. existe, sûrement pas. Mais je reste un homme de gauche. Le rêve que j'ai fait dans les corons de mon enfance demeure ; j'ai connu mon père et ses amis : ils étaient sûrement aussi intelligents que les professeurs de faculté que j'ai pu connaître par la suite. Dans la distribution des chances, il y a quelque chose qui ne va pas : la démocratie n'est pas réelle. Ce problème, l'humanité finira par le résoudre, même si nous, nous ne voyons pas la solution. Mais à la condition que les gens prennent leurs responsabilités et ne les délèguent pas à un parti. Cette délégation de conscience et de pouvoir fausse les problèmes.

C'est vrai pour le P.C.F. Depuis trente ans en fait, tous les grands mouvements de la classe ouvrière se sont déclenchés en dehors de lui et il a pris le train en marche en 1968 comme en 1947 et 1953.

Mais c'est vrai, bien que dans une moindre mesure, de tous les autres partis politiques.

Le service de librairie vous propose les deux livres de Roger Pannequin :

— Ami si tu tombes, ses mémoires de Résistance que Gérard Leclerc avait analysées dans la N.A.F. N° 234 sous le titre « les héros sont parmi nous ». Un volume franco 51 F.

— Adieu camarades, ses mémoires de 1944 à 1953, un volume franco 58 F.

Les deux volumes sont proposés avec une remise spéciale au prix de 100 F franco. Commandes avec leur règlement à l'ordre de « Royaliste » — C.C.P. 18 104 06 N Paris.

lire

une faim de loup

Il fonce. Et, en France, on aime les gens qui foncent. Surtout dans ces temps de désinvolture. Mais qu'en reste-t-il ? Rien, ou si peu de choses.

Un itinéraire. Ou plutôt, une progression par bonds. Vers quoi ? Le Pouvoir, assurément. Pour quoi ? On ne sait pas très bien. Jacques Chirac occupe tellement l'espace aujourd'hui — ou il brasse tellement le vent — qu'il semble avoir toujours été là. Mais s'il échouait il n'en resterait plus rien. Pas l'ombre d'une idée. Pas trace d'une réforme. Une simple carrière, jalonnée de gros coups et de coups bas.

C'est cette carrière que retrace Henri Deligny, dans un gros livre en forme de dossier. Mais pas de ces dossiers de police tels que Chirac les affectionne qui permettent de tenir, de salir ou de détruire l'adversaire. Mais l'histoire d'une vie publique, la somme des actions et des déclarations d'un homme qui sera peut-être un jour le Président.

Chronique sans révélations fracassantes : rien que nous ne sachions déjà, ou que nous n'aurions pas dû oublier. Nous nous souvenons du Chirac pompidolien, et du Chirac giscardien. Nous connaissons le Chirac chiraquien, qui se prendrait volontiers pour le général de Gaulle. Mais nous avons perdu le souvenir du jeune secrétaire d'Etat à l'Emploi, du toujours jeune secrétaire d'Etat aux Finances, et nous ne savions plus comment le jeune loup s'était emparé de la Corrèze.

Pourtant, ces faits anciens sont essentiels pour saisir le personnage, pour comprendre qu'il s'agit d'un homme sans foi, sans projet, sans pensée. Il a servi trop de maîtres, et trop d'intérêts — pour mieux favoriser sa propre ambition. Il a trop parlé, trop promis, trop trahi : secrétaire d'Etat à l'Emploi, il préside, bien avant la crise pétrolière, à la montée du chômage, et « met en route » un « interressement » que nous ne voyons toujours pas poindre à l'horizon. Secrétaire d'Etat aux Finances, il promet une réforme fiscale qui reste dans les cartons. Ministre de l'Agriculture, il doit capituler à Bruxelles...

Mais d'échec en échec il fait son chemin, le Chirac. Malgré l'histoire du château de Bity et



l'affaire Dega, qui l'éclabousse. D'autant plus qu'il sait à merveille se servir du Pouvoir pour conforter le sien propre : c'est la conquête de la Corrèze, où il règne en seigneur, grâce aux crédits de l'Etat et aux passe-droits gouvernementaux. Le voilà enfin à Matignon, prime de sa trahison de mai 1974, giscardisant l'U.D.R. avant d'en faire, à partir de l'automne 1976, une machine de guerre contre Giscard.

Alors, qui est Chirac ? Un fasciste, dit Henri Deligny au terme d'une analyse trop rapide. Le chef du R.P.R. est moins que cela : un représentant de la vieille droite populiste, un démagogue frotté de technocratie. En somme le produit d'une histoire et d'un système : une force qui va, une pure volonté de puissance, dans une société qui, justement, ne reconnaît et n'admire que cela. Politicien cynique, simple aventurier de la politique, condottier de notre guerre civile, — et ne pouvant exister sans elle — Jacques Chirac semble promis à la victoire. Il est tellement de son temps ! A moins qu'il ne trébuche et s'effondre, en voulant courir trop vite.

B. LA RICHARDAIS

lettres

les écrivains russes et la révolution

La révolution d'octobre fut pour les écrivains russes de ce temps la forme particulière de leur errance et de leurs tourments.

Pour les historiens la révolution russe est une suite de faits, un événement historique, ils nous maintiennent — comme l'écrit Francis Ponge — de force la tête dans ce cloaque qu'est l'histoire. Pour les Russes contemporains des « Troubles », la révolution est une habitude, une habitation, la loge fragile qui leur était non pas attribuée mais imposée, elle fut pour eux la forme particulière de leur errance et de leurs tourments. Lorsque le voyageur pénètre à la tombée de la nuit sous la loge, il chante comme Rozanov : « J'ai froid, voyageur, j'ai froid. J'ai faim, voyageur, j'ai faim. »

« Le corps craint le froid, il le craint dans son âme, et non dans sa peau ou dans ses muscles. (...) Non, « l'âme est libre » uniquement lorsque « la pièce est bien chauffée. » (Rozanov)

Victor Chklovski : « Moi aussi je désirais toujours du beurre et du sucre. »

« Quant au poisson séché soviétique, il fera un jour, à l'instar de la manne, le sujet de poèmes. C'était la nourriture sacrée des affamés. »

« Mon camarade Boris Eichenbaum se chauffait avec sa bibliothèque. C'est un travail terrible. Il faut arracher chaque page et la rouler en boule. »

L'insurrection elle-même, qu'on lise non pas J. Reed, vérité officielle ou pire « historique », mais Pétersbourg d'Andreï Biély, ce parricide commis à l'aide d'une boîte de sardines piégée...

Imaginons que le Raskolnikov de crime et châtiment ait maintenu son mensonge, l'ait généralisé ainsi que son crime. Le voici bureaucrate, un peu plus ignoble que l'usurier qu'il a en premier écrasé (et souvenez-vous comme il est entraîné à un second crime, et comment il l'oublie). A quoi aboutit son « romantisme révolutionnaire », sur quoi fleurit-il, et comment dure-t-il ?

Les cauchemars de Raskolnikov : « L'on avait abandonné les métiers les plus simples (...) L'agriculture était délaissée. (...) Les incendies, la famine firent leur apparition. (...) La peste (le typhus) progressait. »

L'enthousiasme passe assez vite, « il existe déjà des habitudes et des usages pour annoncer à une femme la mort de son mari. » « Blok mourut de désespoir. » (Victor Chklovski)

Florensky, Mandelstam, meurent dans les camps staliniens. Khlebnikov s'efface, meurt dans un petit village. (Babel disparaît). Essenine, Maïakovski, se suicident. Zamiatine s'exile. Les livres de Grine sont interdits.

Aujourd'hui Soljenitsyne, Zinoviev.

Certains menteurs prétendent avoir attendu jusqu'à ces deux auteurs pour « y voir clair »...

Les « Occidentalistes » ont triomphé (1), vainquent encore, mais l'avenir de la Russie et des nations voisines qu'elle asservit, appartient aux slavophiles.

Ghislain SARTORIS

(1) Entendons les libéraux, progressistes, les marxistes donc, par opposition aux traditionnalistes, orthodoxes, et tsaristes.

N.B. Le service librairie de la N.A.F. peut procurer à nos lecteurs les principaux ouvrages écrits par le contemporains russes de la révolution de 1917 et notamment :

Andreï Biély : Pétersbourg (l'Age d'homme), 44 F franco.

Victor Chklovski : Le voyage sentimental (Gallimard), 20 F franco.

Zamiatine : Nous autres (Gallimard) ; Le récit le plus important (l'Age d'homme), 14 F franco.

Léonid Léonov : Le voleur (l'Age d'homme), 26 F ; La fin d'un petit homme (l'Age d'homme), 52 F franco.

Alexandre Grine : L'attrapeur de rats (l'Age d'homme), 14 F franco.

Iouri Olecha : L'envie (l'Age d'homme), 37 F franco.

Octobre 1917

la révolution dans nos têtes

Le 25 octobre 1917 (1), les soviets prenaient d'assaut le Palais d'hiver et proclamaient la révolution socialiste. Qu'est-il advenu des principes de Lénine et d'un rêve occidental vieux d'un demi-siècle? Cette année, manifestement, le cœur n'y est plus.

Curieuse atmosphère que celle du soixantième anniversaire de la Révolution d'Octobre : Aux cérémonies officielles du Kremlin qui réunissaient 103 délégations du monde entier, les drapeaux rouges, les portraits géants de Lénine et les actuels dirigeants du Kremlin n'ont pas eu raison des dissensions à présent manifestes dans le mouvement communiste international.

Alors que défilaient sur la Place Rouge les organisations de jeunesse, célébrant Brejnev comme « l'homme que nous aimons le plus, dont nous recueillons en permanence les leçons », l'ambassadeur de Chine a claqué la porte, tandis que Santiago Carillo appréciait fort peu d'être, selon ses propres termes « interdit de tribune ». Et l'ovation réservée au très pro-soviétique Alvaro Cunhal n'a fait que souligner la réprobation manifeste au dis-



cours du communiste italien Berlinguer. Quant au parti communiste français, dont le secrétaire général n'avait pas jugé utile de se déplacer, il n'a pas eu beaucoup plus de succès.

A Paris, bien sûr, le P.C.F. a marqué l'événement par un meeting à la Mutualité, mais étrangement cette année, ce n'est pas la gauche qui célèbre en grande pompe la Révolution d'Octobre, c'est le gouvernement français : la première chaîne de télévision n'a t'elle pas retransmis intégralement, pour la première fois, les cérémonies et discours depuis le mausolée de Lénine, tandis qu'Antenne II faisait du 7 novembre une « Journée Spéciale U.R.S.S. » ?

LA FIN D'UN REVE

Pendant un demi-siècle, l'évocation de la Révolution d'Octobre aura servi de légitimité aux successifs gouvernements soviétiques et d'étendard aux partis communistes du monde entier. Pendant un demi-siècle, elle aura cristallisé tous les rêves et tous les espoirs de la plus grande partie de l'intelligentsia occidentale. Or, cette année, on dirait que quelque chose s'est brisé : le soixantième anniversaire de la révolution d'octobre marque un étrange malaise. Que sont devenus les principes de Lénine, de cette révolution qui entendait remettre la terre aux paysans, le pouvoir aux travailleurs? L'ignorance complète de la réalité soviétique a permis longtemps à l'intelligentsia de gauche d'entretenir un rêve con-



forme à son désir : quand on ne sait rien — à plus forte raison quand on ne veut pas savoir, pour ne pas abîmer son rêve — tous les espoirs sont permis...

Ce rêve n'est plus possible aujourd'hui depuis qu'ont débarqué dans notre vie des témoins vivants de la réalité soviétique. Comment célébrer sans gêne la Révolution d'octobre, depuis qu'on sait par Soljenitsyne, que les répressions massives, les déportations organisées ont commencé dans la « patrie du socialisme », non pas sous Staline... mais dès le premier mois de la révolution d'Octobre ?

« Je viens d'un pays, dit Boukovski — trente-deux ans, dont douze de détention dans les camps et prisons psychiatriques — où tout est interdit, sauf ce qui est permis ; d'un pays où l'on peut avoir toutes les opinions que l'on veut, à condition de ne pas en parler... Les gens qui ont fait ce pays avaient peut-être la vision d'un monde heureux, mais comme ils pensaient détenir une vérité unique, alors ils ont persécuté tous ceux qui discutaient leur vérité. Aujourd'hui, plus personne ne croit à ces idées au nom desquelles tout a commencé... » L'un après l'autre Soljenitsyne, Pliouchtch, Amalrik, Boukovski opposent aux rêves occidentaux leur expérience vécue du socialisme, dépeignant, quels que soient leurs choix respectifs, une même réalité soviétique : ils racontent comment le pouvoir des soviets est passé à un parti tout-puissant, bureaucratique et centralisateur, qui détient toutes les décisions politiques, et ne compte même pas une moitié d'ouvriers ; ils expliquent comment les syndicats, créés pour exprimer les intérêts des travail-

leurs, ne sont plus aujourd'hui que les instruments d'exécution du Parti, comment on se retrouve en prison pour défiler avec une banderolle : « respectez votre constitution », comment la pénurie a systématisé l'envie et le vol de la propriété collective...

A la suite des Soviétiques se lèvent d'autres voix : En Pologne, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en R.D.A., la dissidence fait tâche d'huile, révélant le vrai visage de la réalité socialiste et ébranlant les certitudes de l'opinion occidentale.

LE SOCIALISME EXISTE-T-IL ?

Il aura fallu la détermination d'une poignée d'hommes, la souffrance et la mort de millions d'autres, pour que se fêle le mythe le plus tenace de ces dernières décennies. La fêlure est grave : aux dissidents de l'Est, gêneurs dans leur pays, gêneurs en Occident, se joignent de nouveaux empêcheurs de tourner en rond : les questions de Glucksmann, de Bernard-Henri Levy, de Sollers, en France, achèvent de semer le doute dans les esprits en lézardant « le rêve d'octobre ». Le socialisme existe-t-il ? Hormis le Parti communiste, dont les remises en question ne sauraient aller au delà d'une certaine limite, l'Occident s'interroge et remet en question un demi-siècle d'histoire.

La révolution d'Octobre dans nos têtes ? Il se pourrait bien qu'un jour, elle ne représente plus que ce que les flonflons sont au 14 juillet.

Bénédicte HELIEZ

(1) C'est-à-dire le 7 novembre 1917 selon notre calendrier.

le marchand, le policier, et l'enfant

Le salon de l'Enfance a fermé ses portes dimanche dernier. Cinq cents mille enfants y ont défilé. Mais qu'ont-ils vu, qu'ont-ils appris, sous la gigantesque voûte du C.N.I.T., à la Défense ?

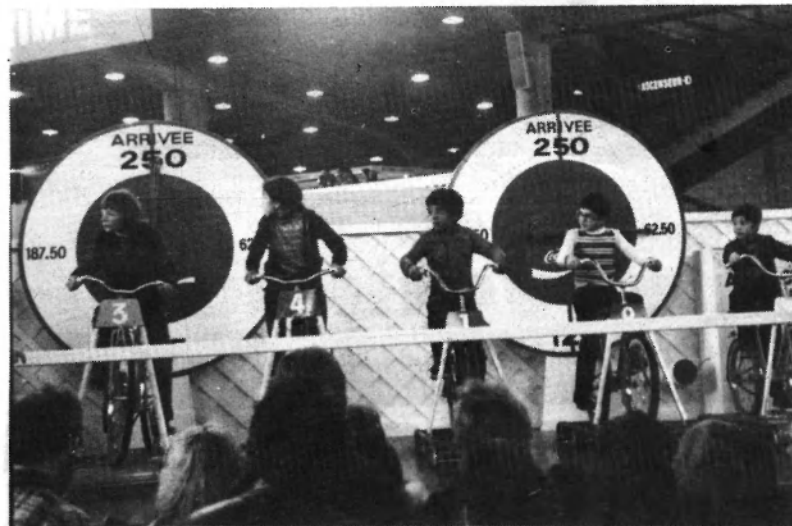
Après avoir piétiné dans les files d'entrée, et payé huit francs, ils auront pu entrer, sous l'œil vigilant d'un service d'ordre à peine discret refoulant les apprentis-resquilleurs. Et là ! Au milieu des sonos hurlantes, dans un brouhaha général, ils auront pu quand même grimper à la grande échelle des pompiers de Paris, s'offrir la griserie d'un saut en parachute, ou bien escalader une montagne de bois, avec l'aide sympathique de quelques C.R.S. bien choisis.

Mais quand on pénètre dans le dédale des stands, tout change ! Ici, il s'agit de vendre. Les sacs de produits Banania à 10 F au lieu de 12,50 F partent péniblement. De même les illustrés, à 5 F les trois, deux pour un, etc... L'agressivité commerciale atteint son comble chez les démonstrateurs de produits ménagers, perdus là, sans doute oubliés d'une précédente exposition. Et l'énorme King-Kong, marchand de chewing-gum, et Pif-le-Chien grandeur nature, et les clowns, et les animateurs de jeux se répétant inlassablement, ne réussissent pas — et pour cause — à donner un air de fête à ce qui ne se révèle qu'une gigantesque course à l'argent.

Enfin, quand après les étalages des grands éditeurs, on découvre ceux du Crédit Lyonnais et de l'U.A.P., on commence à trouver que la volonté de récupérer l'argent des jeunes — ou de leurs parents — va un peu loin.

Dans les étages, l'ambiance est un peu plus détendue. Affaire d'animateurs ? Ou bien la présence des stands à but non commercial ? Fédérations sportives, ligue contre le cancer, service de propreté de la ville de Paris, cherchent à amuser pour instruire. Mais, là aussi, la limite entre l'information et l'endoctrinement

ne semble pas avoir été perçu par tous... Au stand de la réforme Haby, on frôle le ridicule. Au stand de la police des mineurs, on atteint l'ignoble : un policier en civil raconte à une dizaine d'enfants médusés qu'il connaît bien le milieu des lycées. Oui, il y a deux sortes de lycéens : ceux



qui sont bien habillés, et les autres. Ces derniers sont ceux qui « cherchent à contester » (quoi ? pourquoi ? Aucune importance !) et donc ceux qui essaient la drogue, et tout et tout... Au moment où le policier développe sa fine étude sociologique, un secrétaire d'Etat fait son entrée : — « C'est

bien ; et bien, c'est très bien ; ... alors, c'est bien... ».

Le ministre s'est montré satisfait de la manière dont le salon de l'enfance s'est acquitté de sa mission. Alors, n'est-ce pas l'essentiel ?

Frederic AYMART

images

« Les Indiens sont encore loin » (1) ou la mort en silence d'une adolescente sans espoir.

Mathias raconte à Guillaume : imagine une classe, un problème de math à résoudre, un élève face au tableau, Max par exemple ; il sèche, le prof l'aide mais Max est bloqué.

— Le prof : « Qui peut aider Max à sortir de son ignorance ? »

— Les élèves : « Moi m'sieur ! Moi m'sieur !... »

Le prof désigne un élève qui résoud le problème sans difficulté. A ce moment les Indiens arrivent et délivrent Max, car pour eux, le traitement que lui fait subir l'ensemble de la classe est pareil à la torture.

C'est le premier contact que Jenny Kern, jeune lycéenne de Lausanne, a avec les Indiens, et c'est la « Révélation ». Sa vie ne sera désormais plus la même, elle vivra avec le secret espoir de voir un jour les Indiens. Mais dès qu'elle prendra conscience du fait que son rêve ne deviendra jamais réalité, Jenny mettra fin à ses jours.

Pourquoi ?

Pourquoi vouloir en finir alors qu'à son âge on a tant à espérer de la vie ?

Patricia Moraz répond : « on donne aujourd'hui aux adolescents l'illusion qu'ils ont des privilèges d'adultes, sans en avoir acquis les droits, on en fait tout de suite

mourir d'ennui

des consommateurs. Il n'y a pas de place pour eux, et c'est facilement la catastrophe, la destruction » (2).

Non Jenny n'attend plus rien de la vie, d'une vie où chaque jour, elle est confrontée à l'ennui et à l'échec.

L'ennui est omniprésent. Au lycée, à la maison, dans les ballades entre copains devenues simples routines, nuits passées à tuer le temps dans les cafés et les halls de gare.

Sa vie c'est aussi l'échec. L'échec de l'amour — l'avortement de son ami Lise — l'échec de la Révolte, l'amertume des anciens de 68 qu'elle fréquente, Mathieu et Guillaume.

Mais c'est encore le fait de ne pouvoir vivre ailleurs, dans « l'impossible lieu de l'indicible désir », et autrement comme l'aurait souhaité Charles autre ami de Jenny et autre paria de notre société, déclaré fou pour avoir voulu se retirer de la société.

C'est enfin la solitude...

Aucun espoir, aucune issue ; et si elle continue à vivre c'est dans un monde imaginaire — chez les Indiens — où la vie a un sens. Le monde qui l'entoure ne l'intéresse pas, il est incapable d'étancher cette soif d'absolu commune à beaucoup d'adolescents. Alors après une dernière tentative pour

se raccrocher à la vie et un nouvel échec, elle s'efface pudiquement, dans le froid et la neige de décembre.

Tout comme Family life, « Les Indiens sont encore loin », montre à quel point il est difficile en cette fin du XX^e siècle de sortir indemne du désarroi et des tourments de l'adolescence. « L'adolescence est un âge très fragile. Toutes les tribus primitives ont un rituel de passage. Depuis qu'il y a organisation sociale, on a toujours trouvé des solutions, on a toujours veillé sur les adolescents. Plus maintenant. La communion solennelle, le bac étaient nos rituels de passage. Mais ils ne correspondent plus à rien, ils ont perdu leur sens » (2). Ainsi le suicide ne s'explique pas par la faiblesse de Jenny et des « siens » mais par l'incapacité de la société à les accueillir. « Votre société, je la dégueule ! » crie un jeune désespéré dans le dernier film de Robert Bresson « Le diable probablement ». Notre société avec son cortège de profs, de flics, de patrons, de psychiatres et couronnant le tout l'Etat, un Etat solide comme ... l'ennui.

Patrice LE ROUE

(1) Premier long métrage de Patricia Moraz.

(2) Le Monde — 6 octobre 1977.

qu'en pensez-vous ?

Il y a quinze jours nous sollicitons votre collaboration pour connaître votre opinion sur la forme actuelle de notre journal et vos suggestions pour l'améliorer. Déjà des lettres ont afflué nous amenant une première brassée de bonnes idées.

Mais pour que ce sondage soit réellement représentatif, qu'il nous fournisse un reflet exact de nos lecteurs, il faut que tous y participent. Pour guider votre réflexion, nous publions aujourd'hui un questionnaire. Il faut nous le renvoyer. Si vous ne voulez pas découper votre journal, écrivez-nous, nous vous enverrons par retour du courrier un exemplaire du questionnaire.

Encore un point important : ne pas attendre, mais répondre tout de suite.

I) QUI ETES-VOUS ?

Nom (facultatif) :

Prénom :

Adresse (facultatif) :

Année de naissance :

Sexe :

Etes-vous abonné à Royaliste ?

Recevez-vous un service gratuit de Royaliste ?

Achetez-vous Royaliste dans un kiosque ?

rarement - souvent - régulièrement

Depuis combien de temps lisez-vous Royaliste ?

II) QUE PENSEZ-VOUS DU JOURNAL ACTUELLEMENT ?

— avec les analyses de Royaliste, êtes-vous d'accord :

généralement - souvent - parfois - rarement

— quelles sont les rubriques que vous lisez toujours ou presque toujours :

— quelles sont les rubriques que vous ne lisez jamais ou presque jamais :

— le changement de titre du journal (ROYALISTE au lieu de N.A.F.) vous a semblé quelque chose de : bon - mauvais - sans importance

— dans les derniers numéros pouvez-vous citer :

- un article qui vous a particulièrement intéressé ?

N° :

Titre :

- un article qui vous a particulièrement déplu ?

N° :

Titre :

- la présentation du journal vous semble-t-elle :

très mauvaise - mauvaise - moyenne - bonne - très bonne

- quelle est, selon vous la critique principale à faire sur le journal actuel :

III) QUELLES AMELIORATIONS ?

— Type ou sujets d'article qui devraient être traités plus souvent :

— Type ou sujets d'article qui tiennent une place trop importante et qu'il faudrait réduire :

— Améliorations à apporter à la forme des articles ?

— Améliorations à apporter à la présentation du journal ?

— Autres suggestions ?

bulletin d'abonnement

Les abonnés reçoivent en supplément, « La lettre royaliste », publication bi-mensuelle qui leur est spécialement destinée et qui paraît en alternance avec le journal.

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (50 F), un an (90 F), de soutien (150 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix.

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des des Petits-Champs, 75001 Paris — C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris



par
bertrand
renouvin

croissants au beurre

A l'automne dernier, le Premier ministre lançait à grand bruit son plan de lutte contre l'inflation. La situation était grave : les prix qui avaient augmenté de 9,6 % en 1975, devaient atteindre 9,9 % en 1976. Il fallait réagir. On augmenta certains impôts indirects, on freina la progression des revenus, on adopta quelques mesures de « moralisation » fiscale pour faire croire que les riches aussi allaient payer.

Un an après, c'est l'échec puisque la hausse des prix atteindra au moins 9,5 % cette année, alors que le Premier ministre prévoyait une augmentation de 6,5 % seulement. Alors il recommence son combat contre l'hydre inflationniste, cette fois en bloquant les prix de certains produits alimentaires : pas de sandwich à plus de 3,50 F, pas plus de 1,30 F pour un croissant au beurre. D'où la grève du croissant qui, autant qu'on puisse en juger, ne devrait pas marquer notre histoire économique et sociale autant que le mouvement de Mai 1968... Grève significative cependant, parce qu'elle est à la mesure d'une politique dérisoire.

FERMETÉ ?

— Dérisoire parce que le blocage des prix décidé par M. Barre intervient beaucoup trop tard : c'est en janvier dernier que les prix alimentaires ont commencé d'augmenter de façon inquié-

tante, et le Premier ministre a attendu que cette hausse dépasse 11 % pour prendre des mesures. La situation politique explique peut-être cette longue hésitation : avant septembre, la défaite électorale menaçait et il ne s'agissait pas de mécontenter la clientèle des petits commerçants ; depuis la rupture de l'union de la gauche, tout en glanant de ci de là des voix marginales, on peut s'offrir le luxe d'une « politique de fermeté ».

— Dérisoire par les arguments avancés : une fois de plus, le Premier ministre a expliqué que la situation pourrait être pire, ce qui n'est pas une excuse. Une fois de plus, il a expliqué que la lutte anti-inflationniste était une « œuvre de longue haleine » (en effet, on s'essoufle à suivre les prix depuis 1974), exigeant un effort « collectif ». Mais, pas plus que l'année dernière, les appels à la discipline et au sacrifice n'ont de chances d'être entendus : il n'y a toujours pas de solidarité entre les groupes socio-professionnels, il n'y a toujours pas de consensus autour d'un Pouvoir qui fait une politique désinvolte, injuste et inefficace.

— Dérisoire par les mesures adoptées. Le blocage des prix alimentaires aura peut-être, un temps, des incidences heureuses sur le célèbre indice. Mais, comme le professeur Barre l'expliquait autrefois à ses étudiants, le blocage des prix est toujours une solution de facilité parce qu'il vise les effets de l'inflation, non ses causes.

INJUSTICE

On attendait tout de même autre chose d'un homme qui a la réputation d'être le « meilleur économiste de France », et qui proclame sa volonté de ne pas céder aux intérêts particuliers. Bien sûr, M. Barre ne cède pas aux commerçants. Bien sûr, M. Barre ne cède pas aux salariés. Mais la stagnation du pouvoir d'achat ne nous empêche pas de subir un taux d'inflation sensiblement égal à celui de l'année dernière. Conclusion : le « meilleur économiste de France » se trompe sur les causes du mal, ou ne veut pas s'attaquer à ses racines profondes.

C'est que, pour faire preuve d'une véritable « fermeté », pour témoigner d'une véritable indépendance, il lui faudrait s'attaquer à d'autres intérêts, et remettre en cause la politique de l'Etat qu'il gère.

Car l'Etat est le premier bénéficiaire de l'inflation. Parce qu'il perçoit une T.V.A. qui augmente en même temps que le prix des produits. Et parce que l'Etat emprunteur voit l'inflation amoindrir régulièrement la dette publique. Ce qui permet à l'Etat de tenir un cer-

tain nombre de promesses électorales, grâce au décalage entre le moment où elles sont faites et celui où les sommes sont versées. Comment le gouvernement pourrait-il renoncer à ces avantages politiques et financiers ? Et comment pourrait-il mettre en cause les privilèges de ses lecteurs ?

Pour vaincre l'inflation, il faudrait en effet commencer par mettre fin au scandale des frais généraux, qui entrent dans le prix de revient des produits et le majorent considérablement. Ainsi le consommateur, que M. Barre incite au discernement, finance les voyages à l'étranger des cadres supérieurs, leur voiture et leur chauffeur, leurs déjeuners dans les restaurants de luxe, l'avion privé du patron, la chasse en Sologne de la société, les subventions des partis politiques, la corruption des fonctionnaires étrangers, et l'immense gâchis qui résulte de la gestion des entreprises privées. On tolère cela, mais on ergote sur le prix du croissant et on rogne le pouvoir d'achat des travailleurs. Qu'on ne s'étonne pas, ensuite, de l'absence de consensus dans un pays où le sacrifice des uns côtoie la misère des autres. Pour vaincre l'inflation, il faudrait aussi s'attaquer à l'inégalité sociale. Il existe une richesse excessive, un luxe insultant qu'il faut détruire. D'abord pour une simple raison d'équité car aucun travail, aucune responsabilité ne justifie le fait qu'un homme puisse gagner vingt fois plus qu'un autre. Mais aussi parce que cette richesse est génératrice d'inflation : les villas, les piscines, les yachts somptueux représentent des investissements qui sont perdus pour l'industrie, et obligent à des importations qui aggravent le déséquilibre de la balance commerciale.

Personne n' imagine que M. Barre soit décidé à une telle politique qui rendrait plus crédibles ses appels à l'effort et qui convaincrerait les Français que l'Etat n'est plus la propriété d'une caste et le protecteur d'une caste de privilégiés. M. Barre n'en a pas les moyens. Il lui faudrait détruire trop d'intérêts privés, renoncer à trop de soutiens, rompre enfin les liens qui unissent le Pouvoir au monde de l'argent. Comme il ne le peut ni ne le veut, il continuera de taxer le sandwich et le chou à la crème, et à prononcer des homélies qui ne convaincront personne. Les prix continueront de monter, et l'injustice de s'étendre. Mais peu importe, si la crise de la gauche lui permet de gagner les élections. Nous aurons simplement, l'année prochaine, un autre plan contre l'inflation. Aussi « ferme ». Et tout aussi inutile. C'est cela, la droite. Mais la gauche ferait-elle mieux, puisqu'elle refuse toute révolution ?

Bertrand RENOUVIN